



Les initiatives se multiplient pour défendre le régime confessionnel

Mais comment défendre la patrie ?

lundi 3 décembre 2012, par [ماري ناصيف – الدبس](#)

Beaucoup de bruit, mais aucune trace de farine... Tel est notre problème avec la classe dominante, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement. En effet, toutes les parties qui constituent cette classe et qui n'ont pas manqué d'utiliser la corruption sous toutes ses formes ou, même, de recourir à leur arme de prédilection, la guerre civile, nous parlent, depuis quelque temps, de sagesse et nous bombardent d'un flux d'initiatives dont le but, nous disent-ils, est de sortir le pays de l'impasse dans laquelle ils sont coincés, et nous avec eux. Surtout qu'ils ont réussi l'exploit de transformer la situation intérieure en une guerre civile latente, passible d'exploser à tout moment.

Il nous faudra ajouter, en ce qui concerne ces soi-disant initiatives, vendues assez cher au marché de la politique libanaise, qu'elles ont pour point de départ, directement ou indirectement, la crise syrienne. Et, comme cette crise présente beaucoup de complications, non seulement à cause de la guerre intestine qui s'y déroule mais aussi parce que ceux qui en tirent les ficelles sur le plan international ne sont pas pressés d'y mettre un terme final, le Liban et son peuple doivent s'attendre à de nouvelles explosions semblables à celles qu'ils ont endurées à la suite de l'assassinat du général Wissam Al Haçan. C'est peut-être pour cette raison que le député Walid Joumblatt a appelé au respect des accords passés entre les Libanais (entendre « les leaders des confessions libanaises ») et à éviter de s'immiscer dans les affaires intérieures syriennes.

La « Table du dialogue »... et le conflit réel

Cependant, cet appel comme tous ceux lancés dans le but de retourner à la table du dialogue interconfessionnel ou, même au sein du parlement, ne dépasse pas le fait d'être des vœux pieux. Parce que ceux qui sont derrière savent bien que de tels vœux ne peuvent se réaliser ; et cela pour des raisons multiples créés par eux et dont la plus importante réside dans l'essence même du régime confessionnel et, aussi, dans son fonctionnement.

En premier lieu le droit de veto accordé aux leaders des confessions (les émirs des taifas) et la répartition du pouvoir entre eux, à commencer par les statuts personnels

qu'ils régissent afin de mieux diviser les Libanais sur tous les plans de leur vie personnelle, familiale et sociale, mais aussi sur le plan du pouvoir politique et de tous les privilèges qui en découlent ainsi que des appels demandant publiquement des tutelles multinationales sur le pays.

Et, si nous voulons traduire tout cela plus clairement, nous dirons que les positions prises tant par le gouvernement (dominé par le groupe dit du 8 mars) que par l'opposition (dite du 14 mars) en ce qui concerne la crise syrienne n'ont aucun trait avec la volonté de prémunir le Liban des dangers de guerre confessionnelle (entre sunnites et chiïtes). Elles constituent, plutôt, des positions attentistes et circonstancielles visant à geler la situation en attendant que se précisent les projets conçus, ça et là, contre la Syrie et son peuple mai aussi contre le peuple palestinien dans les territoires occupés et à l'extérieur. Il faudrait préciser que la politique du gouvernement libanais, saluée par certains gouvernements (européens en particulier) n'a pas pris en considération la nécessité de sauvegarder, ni aujourd'hui ni dans le futur proche ou lointain, l'unité nationale menacée... bien au contraire ; les parties en présence tentent de préparer le terrain qui pourrait leur être propice. Pour ce faire, elles tentent de mettre la main sur le plus grand nombre d'atouts (confessionnels et régionaux) et de profiter des failles contenues dans l'Accord de Taëf (1990).

Parmi ces failles, citons celle concernant la nouvelle répartition des parts du pouvoir politique entre les émirs des trois grandes confessions du pays (les maronites, les sunnites et les chiïtes). En effet, l'Accord de Taëf avait mis au point une nouvelle formule confessionnelle bipartite (sunnite-maronite au lieu de maronite-sunnite). Ce qui fait que le conflit que le Liban vit toujours est basé, pour les uns (la bourgeoisie d'origine maronite), sur la volonté de récupérer les privilèges perdus tandis que d'autres tentent soit d'agrandir leur part (la bourgeoisie d'origine chiïte) ou de garder la situation telle qu'elle est actuellement (la bourgeoisie d'origine sunnite).

Le régime confessionnel s'est effondré

Et ses composantes tentent d'entraîner le pays dans leur chute Sur les bases de ce qui précède, nous dirons que la « Table du dialogue » entre les différentes factions de la bourgeoisie libanaise, couronnées d'auréoles confessionnelles, n'a pas fait avancer les choses, et l'insistance du président de la République à les réunir ne pourra pas prémunir le pays contre les vents étrangers, tant ceux venant du Golfe que ceux soufflant é partir des deux frontières, syrienne et israélienne.

Le régime confessionnel libanais est dans le coma ; et il n'est plus possible à la bourgeoisie libanaise de le ressusciter par le biais de nouvelles ou d'anciennes lois électorales basées sur des quotas confessionnels, même si tout l'argent produit par le Golfe arabe et aussi par le Golfe persique est mis à sa disposition.

Le régime à caractère confessionnel, établi par la bourgeoisie libanaise, est à deux doigts du gouffre. Et la bourgeoisie tente d'entraîner le pays à sa suite, suivant le célèbre mot de Louis XIV « Après moi, le déluge »... Parce que cette bourgeoisie continue, malgré toutes les menaces qui pèsent sur la paix civile, à suivre la voie menant à l'exacerbation des affrontements confessionnels et religieux, mais aussi au blocage de toute réforme nouvelle. Et, puisque la situation est très critique, tant sur le plan intérieur que régional, et que la classe dominante se trouve désormais dans l'impossibilité de réorganiser sa maison, cela veut dire que la guerre civile va, à nouveau, frapper à notre porte si nous n'y prenons pas garde, en utilisant tous les obstacles politiques et sociaux qui se trouvent entre nos mains. Et, c'est là que réside la complémentarité entre le rôle des forces politiques de gauche et des forces syndicales démocratiques qui occupent actuellement la rue afin de défendre les droits des salariés, mais aussi de préserver le secteur public menacé.

Comment faire face à l'été brûlant qui se profile ?

De plus, quand nous parlons de guerre civile, nous ne pouvons pas oublier qu'en plus des éléments intérieurs, Israël est là, tout prêt à se venger des défaites infligées par la Résistance patriotique libanaise depuis 1982. Sans oublier que le projet avancé par Netanyahu et ayant pour titre « Israël, Etat des Juifs du monde » passe par les 450 000 réfugiés palestiniens résidant au Liban et auxquels Israël refuse le droit au retour.

Toute cette analyse nous amène à réitérer ce que nous avons déjà dit et redit : l'été prochain ne manquera pas d'être chaud politiquement et militairement, à cause du recoupement entre des éléments régionaux et internationaux qui doivent se dérouler à partir de 2013 et jusqu'en 2014, à commencer par les élections israéliennes et aussi le retrait des troupes de l'OTAN hors de l'Afghanistan, mais surtout de la fin du mandat de Bachar Assad en Syrie.

Voilà pourquoi la situation libanaise, déjà fragile, peut subir de nouveaux séismes imprévisibles mais violents et destructeurs. Et, si nous nous basons sur les expériences du passé, tant proche que lointain, nous pouvons dire que la bourgeoisie libanaise ne manquera pas de recourir une fois de plus à la tutelle de l'étranger, pensant qu'ainsi elle pourrait préserver ses intérêts et ses privilèges et s'octroyer un nouveau rôle.

D'où la nécessité de prendre les rennes en main, afin de consolider la paix civile et de garantir la souveraineté et l'indépendance de la patrie.

Marie Nassif-Debs

Article paru en arabe dans la revue « An Nidaa »
(Numéro du 30 Novembre 2012)

كثرت المبادرات للدفاع عن النظام الطائفي المأزوم فكيف ندافع عن الوطن د. ماري ناصيف- الدبس

كثير من الجعجة، إنما لا أثر للطحين... هذه هي حالنا مع الطبقة المسيطرة في لبنان، إن داخل السلطة أم خارجها. فأفراد تلك الطبقة، الذين عاثوا في الحكم فساداً إلى درجة تعطيل المؤسسات، كل المؤسسات، والذين لم يحيّدوا يوماً عن جعل الحرب الأهلية سلاحهم الوحيد في كل مكان وزمان، يقدّمون هذه الأيام المبادرة تلو الأخرى للخروج من المأزق- هكذا يقولون- الذي دخلوا إليه وأدخلوا معهم، كما في كل مرّة، البلاد والعباد... فحوّلوا الوضع الداخلي مجدداً إلى حرب أهلية قابلة للإنفجار في أي وقت.

والجدير ذكره أن كل المبادرات التي طرحت في سوق السياسة في لبنان تأخذ، إما مواربة أو علناً، الأزمة السورية منطلقاً لها؛ وكون هذه الأزمة ترتدي طابع الإستعصاء، ليس فقط بدافع الحرب الداخلية، بل لأن الذين يمسكون بخيوطها دولياً ليسوا مستعجلين لإيجاد الحل الناجز والنهائي لها، فإن بانتظار لبنان وشعبه تفجيرات جديدة على غرار تلك التي عانينا منها إثر اغتيال اللواء وسام الحسن. من هنا، ربما، دعا النائب وليد جنبلاط إلى ما أسماه التمسك بالإتفاقات المعقودة بين اللبنانيين (ويقصد هنا زعماء الطوائف الذين لا زالوا يحاولون اختزال الشعب اللبناني في أشخاصهم) وعدم الدخول في ميدانيات الأزمة السورية.

طاولة الحوار... والصراع "على الأرض"

إلا أن هذه الدعوة، وغيرها من الدعوات للعودة إلى طاولة الحوار الطائفي، أو إلى مجلس النواب، لا تعدو كونها تمنيات غير واقعية؛ إذ أن أصحابها يعرفون جيداً أنها لن تتحقق لأسباب عدة، هم وغيرهم من أمثالهم وراءها، تتعلق قبل كل شيء بجوهر النظام الطائفي وآلياته، وفي مقدمتها حق الفيتو لزعماء الطوائف، والمحاصصة الراسخة رسوخ جبال لبنان كونها تبدأ من قوانين الأحوال الشخصية الخمسة عشر التي تفرّق بين اللبنانيين في كافة مجالات حياتهم الشخصية والعائلية والاجتماعية لتنتهي بتقاسم السلطة السياسية وكل ما يترافق معها من امتيازات... مع ما يترافق وكل ذلك من دعوات، علنية، للدعم الأجنبي وللوصايا المتعددة الجنسيات.

وإذا ما أردنا ترجمة كل ذلك ميدانياً، نقول إن سياسة النأي بالنفس، التي اعتمدها الحكومة ولم ترض بها مجموعة 14 آذار، لا علاقة لها بالدفاع عن الوطن وإبعاده عن مخاطر الانقسام المحدد والمعروف، بل إنها مجرد سياسة إنتظارية، مرحلية، تسعى عبرها الطبقة المسيطرة إلى تجميد الأوضاع حتى تتبلور المشاريع المعدّة لسوريا وشعبها من هنا وهناك، وكذلك للشعب الفلسطيني داخل الأراضي المحتلة وخارجها... علماً أن هذه السياسة لم تأخذ، حتى الآن، بالحسبان كيفية صيانة الوحدة الوطنية لا حالياً ولا لاحقاً، طالما أن أطراف الصراع، في الحكومة وخارجها، يؤسسون "على الأرض"، كما يقال، للمرحلة التالية، محاولين جمع أكبر كمية من الأوراق (ذات الطابعين الطائفي والمناطقية) في سبيل شعارات مرفوعة، في تفسير إتفاق الطائف منذ إنتهاء الحرب الأهلية في العام 1990.

من هذه الشعارات، بل لعل أولها، هو ذلك المتعلق بالحصص التي أفرزتها التوافقات الفوقية التي بموجبها انتهت الحرب الأهلية المشار إليها... وهو الأساس في استمرار تلك الحرب، مستعرة تارة وخافقة تارة أخرى. فاتفاق الطائف أفرز معادلة طائفية ثنائية جديدة، وضعت على هوامشها توجّهات إصلاحية مهمة، إنما غير قابلة للتطبيق بفعل المعادلة الجديدة نفسها.

وكل ما يجري اليوم من صراع ثنائي وثلاثي (يأخذ الوجه الطائفي الحاد، في أغلب الأحيان، ويتبلور، تارة، في مظاهرات "مليونية"، وطوراً في نزول السلاح إلى الشارع) هو، إما لتثبيت تلك المعادلة، من هذا الطرف، أو لاستعادة ما فقده الطرف الثاني، أو لأخذ الطرف الثالث حصته المتساوية والتي لم يصل إليها بعد.

النظام الطائفي سقط...

وأطرافه يحاولون جر الوطن معهم

على هذا الأساس، نقول إن طاولة الحوار بين أطراف البرجوازية المهيمنة، المتزيين بأزياء طائفية مختلفة، لم تكن مجدية؛ بل إن الإصرار على استمرارها لن يحصن الوطن من الرياح الخارجية، من تلك الآتية من الصحراء أو من التي تهب على الحدود باتجاهيها المختلفين. فالنظام الطائفي سقط، بل إنه في مرحلة الموت السريري... ولم يعد يجدي البرجوازية اللبنانية، نفعاً التفتيش عن قوانين للانتخاب جديدة أو قديمة متجددة تعيد لها بعضاً من هيبتها، أو تعيد لهذا الطرف منها أو ذلك ما فقده في المعارك، حتى ولو وضعت كل أموال الخليج العربي والخليج الفارسي لنصرته.

النظام البرجوازي- الطائفي سقط، وأطرافه يحاولون اليوم أخذ الوطن معهم الى الهاوية، إنفاذاً للقول المأثور "من بعدي الطوفان"... ذلك لأن من يتحسس فعلاً دقة المرحلة ومن يريد فعلاً الحفاظ على السلم الأهلي لا يستمر في السياسة نفسها، المتخصصة في توجيهين : زيادة حدة المواجهات الطائفية والمذهبية، من جهة، ومواجهة المطالب المعيشية والاجتماعية، بل وأي مطلب إصلاحي، من جهة ثانية. وبما أن المرحلة دقيقة جداً، داخلياً وإقليمياً، وبما أنه لم يعد بإمكان الطبقة المسيطرة إعادة تنظيم بيتها، فهذا يعني أننا سنخضع لا محالة لحرب داخلية جديدة إذا لم نعرف كيف نواجهها، منذ الآن، ونضع العراقيل (السياسية والاجتماعية، خاصة) على دربها. وهنا يكمن بالتحديد تكامل الأدوار بين القوى والأحزاب السياسية اليسارية والتقدمية والقوى النقابية الديمقراطية التي تحتل الشارع اليوم للدفاع عن حقوق العمال والمستخدمين والموظفين، وعن حماية القطاع العام وتطويره.

الصيف الحار... كيف نواجهه؟

وعندما نتحدث عن الحرب الداخلية، لا ننسى الإشارة الى دور الكيان الإسرائيلي، المباشر وغير المباشر، ضمنها... خاصة إذا ما ربطنا بين التطورات التي تشهدها بعض المناطق اللبنانية، ليس فقط في ضوء الأزمة السورية، بل، كما قلنا، على وقع عودة مشروع نتانياهو، مشروع "إسرائيل دولة اليهود في العالم"، الى واجهة الأحداث.

إنطلاقاً من كل ما تقدم، نعود الى ما كنا قد أشرنا إليه، أو قلناه، أو نبهنا منه في مراحل عديدة سابقة من أن الصيف المقبل سيكون حاراً، نتيجة التقاء وتشابك عناصر دولية وإقليمية ما بين عام 2013 و 2014 وما يحملانه من محطات تبدأ من عندنا لتنتهي في أفغانستان.

لذا، سيكون الوضع اللبناني الهش معرضاً لهزات جديدة يُعرف متى تبدأ وكيف، إنما لا يمكن التكهن كيف تنتهي. وإذا استندنا الى تجارب الماضي البعيد والقريب، فإن الطبقة المهيمنة عندنا ستلجأ الى الأساليب نفسها من الإنضواء تحت ألوية الخارج للحفاظ على مصالحها وامتيازاتها، وكذلك على دورها اللاحق.

وهذا الواقع يفرض علينا أن نأخذ زمام المبادرة في الإتجاهين المطلوبين : تحصين السلم الأهلي، من جهة، وتأمين شروط المواجهة دفاعاً عن سيادة الوطن واستقلاله مرة جديدة.